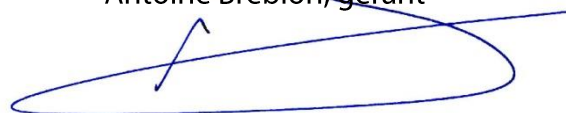


MEMOIRE EN REPONSE DU 07 AOUT 2014

Enquête publique du projet éolien « Mont de Bagny » sur la commune de Busigny, dans le département du Nord

**Réponses apportées par la société Les Vents du Caudrésis aux observations du public
transmises dans le procès-verbal de synthèse de M. Tourneux,
Commissaire Enquêteur ayant conduit l'enquête publique
du 30 juin au 30 juillet 2014.
16 pages au total**

Vents du Caudrésis SARL
Antoine Brebion, gérant



L'enquête publique du projet éolien « Mont de Bagny », porté par la société Les Vents du Caudrésis, s'est déroulée du lundi 30 juin au mercredi 30 juillet 2014.
Des permanences ont été tenues en mairie de Busigny.

Ce document a pour but d'apporter réponse aux différentes observations qui ont été formulées auprès de Monsieur **Hubert TOURNEUX**, commissaire enquêteur, et consigné dans le procès-verbal du 02 Août 2014.

Les observations appelant une réponse seront retranscrites en bleu italique, suivies des éléments de réponse et remarques du porteur de projet en caractère normal.

Implantation « SURPLOMB »

Le 17 juillet 2014

M. QUENNESSON Sylvain exploitant les parcelles ZD85 et 86 sur la commune de HONNECHY : « je fais part de ma surprise de voir que le surplomb de l'éolienne E5 du projet de la SEPE LES VENTS DU CAUDRESIS traverse mes parcelles sans que l'on ne m'avertisse ni même que l'on me demande l'autorisation. C'est pour cela que je m'oppose à ce surplomb. »

L'éolienne E5 surplombe en effet les parcelles ZD 85 et 86 sur la commune de Honnechy.

Ces parcelles ZD 85 et ZD 86 sont la propriété de Monsieur Joos qui nous en a autorisé le surplomb au travers d'une convention de promesse de constitution de servitude signée le 11 Avril 2013.

M. Quennesson, en tant qu'agriculteur disposant d'un bail à ferme sur ces deux parcelles, a fait l'objet d'une information préalable de la part de M Joos, son propriétaire. Aucune opposition à ce surplomb n'a été formellement adressée auprès de M Joos.

Quoi qu'il en soit, si l'opposition à ce surplomb exprimée au cours de cette enquête publique par M Quennesson repose sur une inquiétude quant aux potentielles incidences de ce surplomb sur les cultures situées en dessous (perte de rendement), de difficultés nouvelles à la pratique culturale ou à un risque pour sa sécurité, le retour d'expérience de plus de 10 années en région Nord Pas-de-Calais en matière d'exploitation de parcs éoliens permet sans difficulté d'écarter ces probables inquiétudes. En effet, les premiers projets éoliens ont été mis en service en 2003-2004 dans les secteurs de Fruges et Montreuil sur mer (Cormont). Si une incidence sur la pratique agricole en général avait été constatée, il est évident que la chambre d'agriculture et le syndicalisme agricole se seraient saisis de la problématique. Aujourd'hui, il n'en n'est rien.

Le 25 juillet 2014

M. Bertrand LEFEBVRE agissant en tant que Maire de la commune d'HONNECHY, accompagné de M. Michel DOUVROY Conseiller Municipal Délégué à la Sécurité à la commune d'Honnechy agissant en cette qualité inscrivent au registre d'enquête : par délibération le Conseil Municipal du 17/07/2014 confirme sa délibération prise le 03/12/2013 concernant la demande de surplomb et émet un avis défavorable quant à l'exploitation de l'aérogénérateur E5 (voir copies jointes à l'enquête publique des délibérations de la commune d'HONNECHY des 03/12/2013 et 17/07/2014 sur le sujet).

L'éolienne E5 projetée surplombe le « chemin de Busigny », chemin communal de Honnechy.

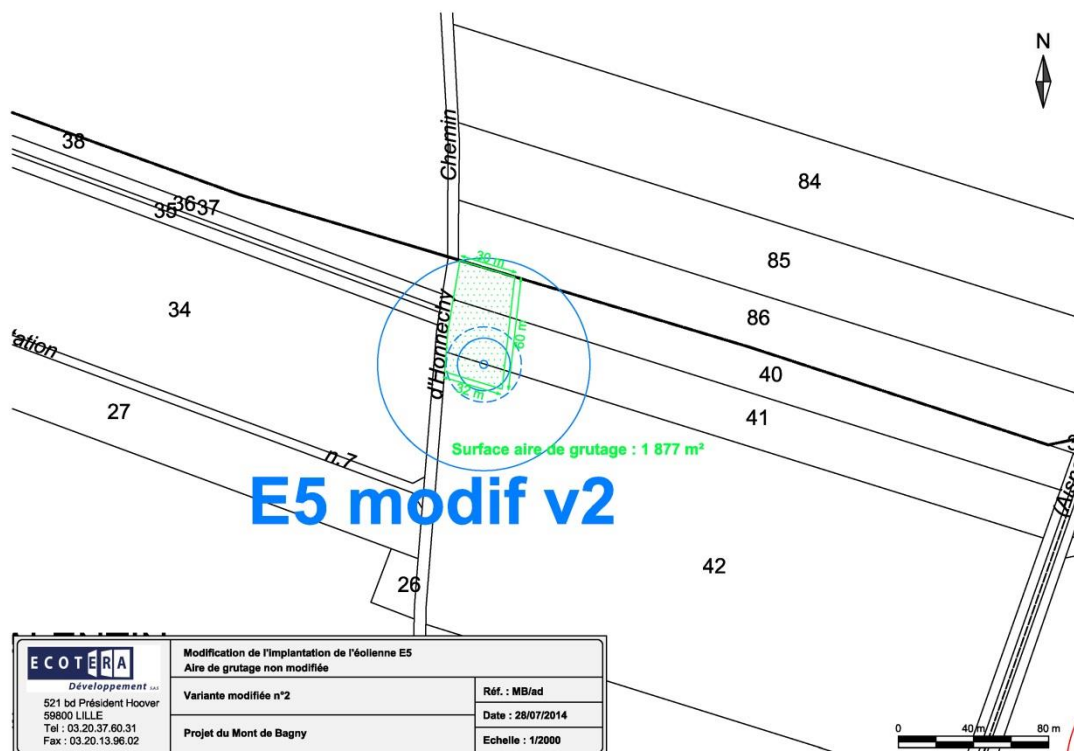
La question du surplomb du chemin communal de Busigny à Honnechy avait été évoquée avec Monsieur Lefebvre, maire de Honnechy, dès Juin 2013, préalablement au dépôt du dossier pour instruction. Lors de ces contacts, M Lefebvre n'avait témoigné aucune opposition de principe à autoriser ce surplomb du chemin de Busigny, mais il souhaitait avant de nous en donner l'autorisation s'en référer à la communauté de communes du Caudrésis et du Catésis en raison de sa compétence acquise en matière d'éolien. Ainsi, après attache auprès de M Wattiez, vice-président en charge de la question éolienne, il a été décidé par l'EPCI et la municipalité de temporiser cette autorisation en raison de la réflexion en cours au niveau de l'EPCI pour la mise en place d'une SAEML sur le territoire. Une saisine officielle fût adressée le 15 Octobre 2013 à la mairie de Honnechy, laquelle demandait l'autorisation de surplomb du chemin et une autorisation de voirie sur une minime section de ce même chemin (une centaine de mètres dans le cadre du

chantier). Cette demande s'est vue opposée un refus de la part du conseil municipal d'Honnechy le 3 décembre 2013, notamment motivée par l'approche des élections municipales de mars 2014. Enfin, et postérieurement aux élections municipales, une nouvelle délibération de Honnechy en date du 17 Juillet 2014 confirme ce refus d'autorisation.

Cette opposition surprend au plus haut point notre société car elle est en diamétralement opposée à l'accord de principe qui avait été obtenu préalablement au dépôt du dossier. Il est en effet bien évident que si ce refus de principe à notre sollicitation avait été connu de notre société au moment de la constitution du dossier, ce surplomb n'aurait jamais été envisagé. Précisons que ce surplomb a été envisagé comme une mesure permettant de réduire au strict minimum l'emprise de l'éolienne E5 sur les parcelles d'accueil et ainsi préserver la surface agricole.

Il a par conséquent été décidé afin de résoudre très rapidement ce point relatif au surplomb, l'autorisation de voirie n'étant pas requise ni nécessaire à la bonne poursuite du projet, d'un rendez-vous mi-septembre avec la municipalité de Honnechy pour connaître les exactes raisons à cette opposition. Si à l'issue de cette rencontre, le conseil n'est toujours pas enclin à autoriser le surplomb du chemin, l'éolienne E5 sera déplacée d'une vingtaine de mètre vers le Sud Est de manière à éviter totalement tout surplomb sur le territoire de Honnechy dudit chemin de Busigny. Ce déplacement ne souffre d'aucune difficulté, pour ce faire l'ensemble des accords fonciers sont à disposition de notre société et il n'engendre aucune modification ou conséquence substantielle sur l'actuelle projet tant aux niveaux paysagers, qu'acoustiques ou écologiques. Aucune incidence n'est également à attendre d'un point de vue fonctionnement/sécurité du parc éolien. L'interdistance entre les éoliennes E5 et E6 demeurant supérieure à 420m. Voir extrait de plan ci-dessous en guise d'illustration.

Une demande de permis de construire modificatif en cours d'instruction sera alors adressée aux services instructeurs afin de régulariser la situation de l'éolienne E5.



Implantation projet ferroviaire

M. Jean Marie OBLET demeurant 25, rue de l'Eglise à Honnechy, dans une lettre remise au Commissaire Enquêteur :

« L'enquête publique pour le projet d'éoliennes a retenu toute mon attention. HONNECHY va subir une augmentation des nuisances sonores par le passage de trains supplémentaires, 10 par jour entre 6h-9h et 16h-19h avec le nouvel itinéraire qui va emprunter le tracé existant. A cela une implantation d'éoliennes a quelques mètres de la voie ferrée.

Pour la parcelle ZE 27 que j'occupe sur BUSIGNY, en tant que locataire, et n'étant pas concernée par l'implantation d'éolienne.

Je souhaiterai qu'elle reste exclue du projet, qu'elle n'ait pas de passage de câbles électriques souterrains et aussi qu'elle n'ait pas de création de chemin dans cette parcelle. »

Les éoliennes se situent à plus de 176 m de la voie ferrée.

Le projet de nouveau raccordement ferroviaire a été traité dans un chapitre spécifique de l'étude d'impact : § « 6. Analyse des effets cumulés avec d'autres projets ».

L'analyse des acousticiens y est la suivante :

« D'un point de vue général et en considérant les autres projets sur la zone, il est possible que les niveaux de bruit dans le secteur d'étude évolue à l'avenir plutôt à la hausse du fait de l'existence de deux projets ferroviaires.

Cela induira une augmentation des trafics et plus de périodes potentiellement bruyantes.

Néanmoins, ces bruits nouveaux et/ou plus fréquents resteront intermittents et la prise en compte de l'indice L50 dans cette étude, indice représentatif du bruit de fond, fera que les données ici d'état initial considérées ne devrait pas vraiment évoluer du fait de ces projets.

En fonction de la fréquence et de l'impact de ce projet, cela aura tout de même tendance à modifier le paysage sonore, sa qualification et son appréciation. »

La parcelle ZE 27 sur la commune de Busigny n'est pas concernée par le projet éolien « Mont de Bagny », et ce que ce soit des points de vue « implantation », « surplomb », « passage de câbles », « création de chemin » ou « organisation du chantier ».

Bruit

Le 17 juillet 2014

M. PILLARD Sébastien 3, rue des Frères DESJARDIN : « je suis inquiet suivant l'implantation des éoliennes à 500 mètres de mon habitation, je me pose des questions sur les nuisances sonores ainsi que de voir à longueur d'année des mâts, je m'inquiète aussi pour le bien-être de ma famille (bruit) c'est pour ça que je fais part de celle-ci. »

L'éolienne la plus proche est éloignée de plus d'un kilomètre (éolienne E2 à 1015m) de l'habitation de Monsieur Pillard, soit une distance plus de deux fois supérieure à la distance réglementaire minimale de 500m.

Les acousticiens d'Acapella ont effectué des mesures de bruit à ce domicile, qui correspond au « Point 3 – Mont de Bagny » de l'expertise acoustique.

Des simulations acoustiques permettent d'estimer la contribution des éoliennes à l'ambiance sonore d'un lieu (bruit résiduel), ainsi que les risques de dépassement des émergences réglementaires autorisées, qui sont de 5 dB(A) de jour et 3 dB(A) de nuit.

Les experts d'Acapella indiquent qu'à cet endroit les risques de dépassements réglementaires sont très faibles de jour et modérés de nuit pour un mode de fonctionnement normal de l'ensemble du parc.

En tant qu'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement, les parcs éoliens sont régulièrement contrôlés tant sur le plan technique, que sur le plan acoustique. Le parc fera l'objet d'un contrôle acoustique dans les six mois suivant sa mise en service (obligation reprise dans l'arrêté ICPE) et les résultats seront transmis à la police des installations classées. En cas de dépassement avéré par ces mesures *in-situ*, les éoliennes peuvent être bridées sur un mode plus silencieux dans les conditions les plus sensibles (selon la direction et la vitesse du vent).

Si cette mesure n'est pas suffisante, lors de ces conditions sensibles, les machines en cause doivent être mises à l'arrêt ; ce qui n'est évidemment pas dans l'intérêt de la société d'exploitation, qui est très attentive aux nuisances sonores.

Des simulations en mode bridage « - 6 dB » ont montré une réduction significative des risques de dépassement des émergences réglementaires, très faibles dans cette configuration pour le point 3.

Le 25 juillet 2014

« Je soussigné CASIEZ Bernard propriétaire terrien sur BUSIGNY et Conseiller Municipal à HONNECHY conteste l'implantation des éoliennes sur la commune de BUSIGNY, le Conseil Municipal d'HONNECHY est d'ailleurs unanime pour dire non à cette implantation.

La zone d'implantation est limitrophe à la commune d'HONNECHY. Elle va engendrer un nombre considérable de nuisances visuelles, hertziennes et notamment acoustiques d'autant plus que la commune d'HONNECHY se trouve grevée et excédée par un nouvel aménagement ferroviaire pour le fret avec une augmentation des passages de trains.

Ainsi le parc éolien conjugué au réseau ferré situé à proximité d'HONNECHY va accroître l'intensité des nuisances sonores d'autant plus que les vents dominants viennent régulièrement en direction d'HONNECHY, l'implantation des éoliennes en témoigne.

A fortiori on peut constater que ses nuisances seront bien plus considérables pour les habitants d'HONNECHY que ceux de BUSIGNY, alors qu'HONNECHY sera confronté par les bruits et les clignotements permanents des éoliennes pour les rues de l'Eglise, rue de la Gare, rue du cheminot et la CD 21 route de Le Cateau.

Cette problématique acoustique fut sous-estimée lors du projet et mérite bien d'être revue avec une attention toute particulière.

L'accumulation de toutes les nuisances confondues va rendre le quotidien des habitants d'HONNECHY bien plus difficile à vivre.

Pourquoi venir installer un parc éolien au nez et à la barbe du territoire d'HONNECHY alors que la commune de Busigny s'étend sur plus de 1600 hectares et c'est bien la commune de Busigny qui en tirera profit au détriment de la commune de HONNECHY.

Pour ces raisons de bon sens, il serait incompréhensible de soutenir l'obtention d'un permis de construire pour voir naître l'insupportable !»

L'éolienne E5, la plus proche, est éloignée de plus de 890 m des habitations isolées au carrefour des routes RD 21 et RD 115 (page 212 étude d'impact), et à 950m de la lisière du village d'Honnechy. Cette distance d'éloignement est significativement supérieure à la distance minimale réglementaire de 500m.

Le point 1 de l'étude acoustique est situé dans un logement excentré au sud d'Honnechy.

Les experts d'Acapella indiquent qu'à cet endroit les risques de dépassements réglementaires sont très faibles, voire inexistant, de jour et plutôt faibles de nuit.

A noter que le village d'Honnechy est encore plus éloigné, et n'est donc pas considéré comme sensible d'un point de vue acoustique concernant les éoliennes du projet « Mont de Bagny ».

Monsieur Casiez semble craindre un effet cumulé pénalisant des émissions sonores engendrées à la fois par la voie ferrée additionnée de sa nouvelle boucle de fret et celle du projet de parc éolien.

Notons que la voie ferrée actuellement en place s'inscrit entre les habitations d'Honnechy et le projet de parc éolien, elle se situe à environ 50m des habitations situées au carrefour RD21 et RD115 et 350m de la bordure Sud du Village. Pour ce qui est de la nouvelle boucle, elle se situe à environ 750m de la lisière Sud d'Honnechy.

Il est fort probable que la mise en place de cette nouvelle boucle de fret engendrera une augmentation du trafic ferroviaire dans ce secteur, probablement de nuit et aura pour conséquence une augmentation de la fréquence des passages de train et donc une probable

augmentation du bruit dans l'environnement. Ceci étant, la contribution du parc éolien sera suivant la vitesse des vents comprise entre 21 et 36dBA. Ces niveaux de contribution sont très faibles et sans commune mesure avec la puissance sonore d'un train en passage. Précisons que 20dBA correspond au « tic-tac » d'une montre et 35dBA au bruit d'un chuchotement à 1m de distance. Les vents dominants sont orientés Ouest - Sud-Ouest et auront tendance à porter les vents en dehors du village d'Honnechy même. Enfin, comme cela est précisé dans l'étude acoustique, l'étude a été réalisée en considérant des vents portants tout azimuth (page 351 étude d'impact).

Le 25 juillet 2014

M. Jean Marie OBLET demeurant 25, Rue de l'Eglise HONNECHY venu simplement joindre une lettre explicative des impacts générés par l'implantation des aérogénérateurs à proximité de sa Commune

«L'enquête publique pour le projet d'éoliennes a retenu toute mon attention HONNECHY va subir une augmentation des nuisances sonores par le passage de trains supplémentaires, 10 par jour entre 6h-9h et 16h-19h avec le nouvel itinéraire qui va emprunter le tracé existant. A cela une implantation d'éoliennes a quelques mètres de la voie ferrée pour la parcelle ZE 27 que j'occupe sur BUSIGNY, en tant que locataire, et n'étant pas concernée par l'implantation d'éolienne. Je souhaiterai qu'elle reste exclue du projet, qu'elle n'ait pas de passage de câbles électriques souterrains et aussi qu'elle n'ait pas de création de chemin dans cette parcelle».

Cette remarque de M Oblet appelle les mêmes réponses que précédemment, si ce n'est la précision que l'éolienne la plus proche de la voie ferrée en est éloignée de plus de 170m (E2) et plus de 420m pour l'éolienne E5, la plus proche de Honnechy.

Dévaluation Immobilière

Le 30 juillet 2014

M. CHAUWIN Jean Michel dans Nos échanges sur la réserve qu'il émet M. CHAUWIN Nous fait part du risque de dévaluation du patrimoine au moment de la revente de sa maison.

Des parcs éoliens sont en fonctionnement à présent depuis plus de 10 années en France. Ce retour d'expérience permet avec quasi-certitude de considérer que quand un parc éolien est implanté conformément à la réglementation (+500m des habitations), fonctionne et est entretenu dans le respect des règles de l'art, il n'induit aucune perte de valeur immobilière des habitations riveraines. Nous pouvons même sans trop d'hésitation affirmer que si tel avait été le cas, il ne fait aucun doute que les médias et associations militantes anti-éolien se seraient d'ores et déjà saisi de la question.

Par ailleurs, une étude réalisée en 2010 par la fédération des notaires de Belgique dans le Brabant Wallon a confirmé le non impact d'un projet éolien sur la valeur immobilière des habitations à proximité. En voici le résumé (notaires.be : *Incidences éventuelles de l'installation d'éoliennes sur le marché immobilier en brabant wallon. Etude réalisée en 2010*) :

Tout d'abord la valeur d'un immeuble dépend de critères objectifs comme l'état du bien, la proximité de commerces etc..... Ensuite et c'est bien normal, sa valeur repose aussi sur des critères plus subjectifs qui varient d'une personne à l'autre : la beauté du bâtiment, son environnement etc.

La présence d'éoliennes à proximité d'un immeuble entrerait plutôt dans les critères subjectifs de valorisation d'un immeuble.

Apparemment, d'après les études réalisées, la présence d'un parc éolien fait surtout peur avant son implantation et peut entraîner une baisse de valeur sur le marché immobilier avant qu'un projet ne se réalise et dans les quelques mois qui suivent l'implantation des éoliennes. Par contre, il paraîtrait que l'impact « négatif » sur l'immobilier disparaîtrait après quelques mois pour reprendre son niveau normal. En conclusion, bien qu'il soit difficile d'évaluer de manière précise l'impact des éoliennes sur le marché immobilier, il paraît limité dans le temps.

On peut raisonnablement estimer, selon cette analyse disponible ci-dessous, que la présence d'éoliennes n'a, apparemment, aucune influence notable sur les valeurs immobilières. S'il devait y en avoir une, elle serait limitée dans le temps, selon certains commentateurs. Les chiffres cités dans l'étude sont issus de Stabel.

Enfin, Monsieur Brebion, fût pendant plusieurs années gérant du remier parc éolien à l'Ouest d'Amiens (Santerre), mis en service en Juillet 2006, il est composé de 6 éoliennes. Tout au long de cette fonction, il n'a jamais été informé de la moindre incidence de cette toute nouvelle installation sur la valeur immobilière, première installation du genre dans un secteur qui en était jusqu'alors totalement dépourvu. Ni la maire de la commune d'implantation, ni les riverains n'ont eu à déplorer un tel constat.

Impact visuel ; ondes hertziennes ; balisage ; implantation

Le 17 juillet 2014

M. PILLARD Sébastien 3, rue des Frères DESJARDIN : « je suis inquiet suivant l'implantation des éoliennes à 500 mètres de mon habitation, je me pose des questions sur les nuisances sonores ainsi que de voir à longueur d'année des mâts, je m'inquiète aussi pour le bien-être de ma famille (bruit) c'est pour ça que je fais part de celle-ci. »

L'éolienne la plus proche en est éloignée de plus d'un kilomètre (éolienne E2 à 1015m) de l'habitation de Monsieur Pillard, soit une distance plus de deux fois supérieure à la distance réglementaire minimale de 500m.

Le parc éolien sera visible depuis les abords de l'habitation de cette habitation, mais les distances d'éloignement conséquente permettront d'éviter tout effet d'oppression ou écrasement, qui plus est, cette habitation voit ses vues et jardins orientés au Sud Sud-Est, soit à l'opposé du projet.

Pour illustration, un photomontage a été réalisé à environ 200m au Nord de cette habitation, de part et d'autre de la route départementale 21, le voici :



Le 25 juillet 2014

« Je soussigné CASIEZ Bernard propriétaire terrien sur BUSIGNY et Conseiller Municipal à HONNECHY conteste l'implantation des éoliennes sur la commune de BUSIGNY, le Conseil Municipal d'HONNECHY est d'ailleurs unanime pour dire non à cette implantation.

La zone d'implantation est limitrophe à la commune d'HONNECHY. Elle va engendrer un nombre considérable de nuisances visuelles, hertziennes et notamment acoustiques d'autant plus que la commune d'HONNECHY se trouve grevée et excédée par un nouvel aménagement ferroviaire pour le fret avec une augmentation des passages de trains.

Ainsi le parc éolien conjugué au réseau ferré situé à proximité d'HONNECHY va accroître l'intensité des nuisances sonores d'autant plus que les vents dominants viennent régulièrement en direction d'HONNECHY, l'implantation des éoliennes en témoigne.

A fortiori on peut constater que ses nuisances seront bien plus considérables pour les habitants d'HONNECHY que ceux de BUSIGNY, alors qu'HONNECHY sera confronté par les bruits et les clignotements permanents des éoliennes pour les rues de l'Eglise, rue de la Gare, rue du cheminot et la CD 21 route de Le Cateau.

Cette problématique acoustique fut sous-estimée lors du projet et mérite bien d'être revue avec une attention toute particulière.

L'accumulation de toutes les nuisances confondues va rendre le quotidien des habitants d'HONNECHY bien plus difficile à vivre.

Pourquoi venir installer un parc éolien au nez et à la barbe du territoire d'HONNECHY alors que la commune de Busigny s'étend sur plus de 1600 hectares et c'est bien la commune de Busigny qui en tirera profit au détriment de la commune de HONNECHY.

Pour ces raisons de bon sens, il serait incompréhensible de soutenir l'obtention d'un permis de construire pour voir naître l'insupportable !»

De par leur grande taille, les éoliennes sont visibles.

Les implantations ont été déterminées avec les paysagistes pour réaliser un projet régulier, avec des perspectives visuelles dynamiques pour une meilleure intégration au paysage.

En cas de perturbation de la réception télévisuelle avérée après la construction des éoliennes, la **société d'exploitation a l'obligation de rétablir une qualité de réception semblable à la situation initiale**, soit par l'intervention d'un antenniste, soit par l'installation d'une parabole.

La démarche à suivre est détaillée dans le chapitre « 9.5.2. Mesure n°12 – En cas de perturbation de la réception télévisuelle » p. 457 de l'étude d'impact.

Le point 1 de l'étude acoustique est situé dans un logement excentré au sud d'Honnechy.

Les experts d'Acapella indiquent qu'à cet endroit les risques de dépassements réglementaires sont très faibles, voire inexistants, de jour et plutôt faibles de nuit.

A noter que le village d'Honnechy est encore plus éloigné, et n'est donc pas considéré comme sensible d'un point de vue acoustique concernant les éoliennes du projet « Mont de Bagny ».

Concernant le balisage lumineux, obligatoire pour la sécurité aéronautique, la société Les Vents du Caudrésis s'engage à utiliser la nouvelle génération de **balise lumineuse à LED sur la nacelle, minimisant les impacts vers le sol.**

Le choix du site d'implantation sur la commune de Busigny relève notamment des faits suivants :

- zone déterminée favorable à l'éolien, depuis le Schéma Territorial Eolien du Cambrésis de 2007 au Schéma Régional Eolien du Nord Pas-de-Calais de 2012 ;
- zone dans un pôle de densification du Schéma Régional Eolien ;
- démarche de création d'une Zone de Développement Eolien amorcée en 2009 par la communauté de communes.

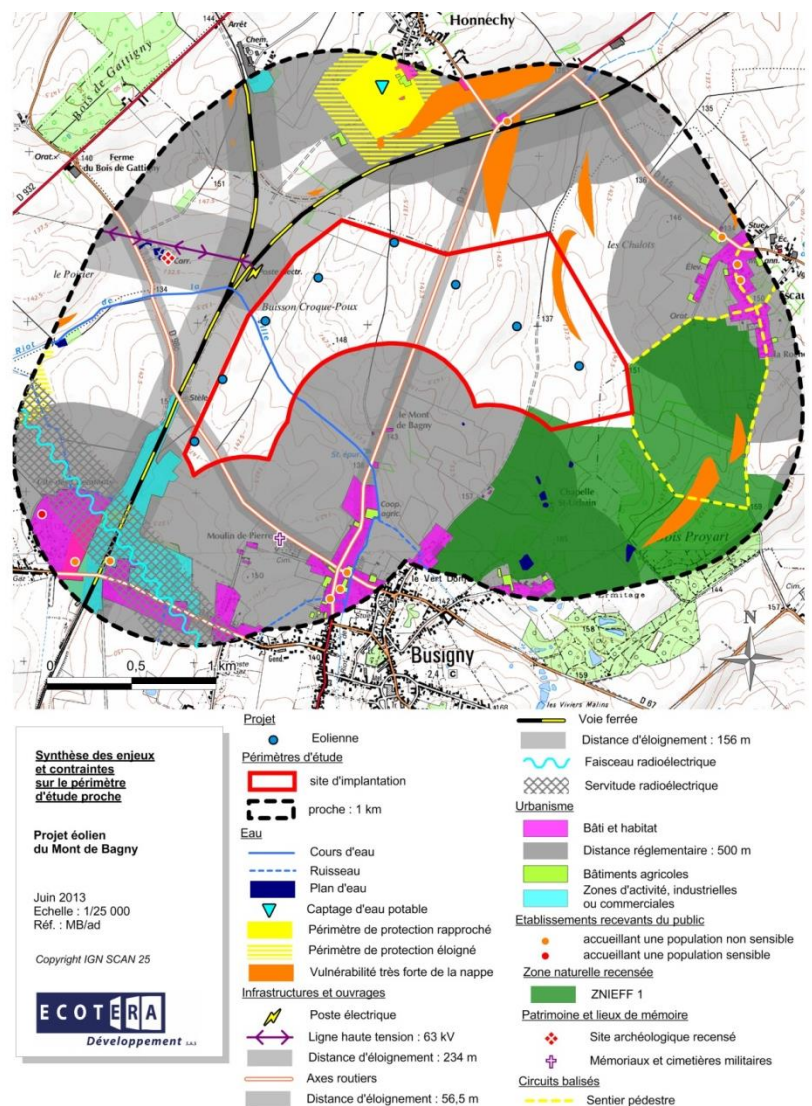
Une synthèse des enjeux et contraintes a ensuite permis de déterminer l'espace disponible pour l'implantation des éoliennes (Cf. carte suivante).

Et comme énoncé précédemment, les implantations ont été étudiées pour s'intégrer au mieux dans le paysage tout en tenant compte des aspects écologiques et acoustiques.

Les retombées économiques d'un parc éolien ne se limitent pas à la commune d'implantation : la communauté de communes, le département et la région, dans lesquels s'inscrit la commune d'Honnéchy, en bénéficient également.

Par ailleurs, le profit d'un parc éolien se mesure bien au-delà de l'aspect financier :

- l'éolien est une énergie renouvelable: sans consommation de ressources fossiles ou autres matières premières
 - l'éolien contribue donc également à réduire notre dépendance énergétique (pétrole, uranium...)
 - l'éolien est une énergie propre : sans émission de polluant ou de gaz à effet de serre
 - l'éolien contribue donc à préserver notre environnement et par conséquent notre santé
 - l'éolien contribue à la lutte contre le changement climatique
 - pour toutes ces raisons, l'éolien s'inscrit dans le principe du Développement Durable: répondre à nos besoins présents, sans pénaliser nos enfants ou petits-enfants.
- Est-ce si insupportable ?



Le 25 juillet 2014

Mme Françoise DUPUY – LEVEQUE CROIX FONSOMMES: «Propriétaire exploitant est globalement satisfaite du projet d'éolienne. Une remarque particulière concernant son emplacement au centre d'une grande parcelle : l'implantation au plus près du chemin d'exploitation nous serait plus favorable.»

Madame Dupuy est propriétaire de la parcelle d'accueil de l'éolienne E2, parcelle ZD 46 à Busigny, son fils l'exploite par le biais de sa SARL « les Phosphates ». Ces deux personnes nous ont donné leur accord à ce projet d'implantation suivant la configuration présentée en enquête publique, un plan d'implantation détaillé ayant été validé par leurs soins le 27/06/2013 (ci-dessous). Et c'est forte de cet accord, que notre société a déposé pour instruction ce projet finalisé.



Cependant, notre société attache une grande importance au respect de l'outil agricole et à l'acceptabilité de ses projets par les propriétaires et agriculteurs. Aussi, cette remarque formulée par Mme Dupuy souhaitant réviser la configuration actuelle de l'éolienne E2 sera abordée le moment venu et une fois le projet plus avancé, les possibilités de modifications du chemin d'accès et/ou de la plate-forme seront finement étudiées.

Bon pour accord, le 10 juin 2013
M. Dupuy
Bon pour accord
EAL des PHOSPHATES
M. Dupuy P
P. Leveque Croix Fonsommes
M. Leveque Croix Fonsommes

Réponse aux questions de synthèse propres aux commissaires enquêteurs

Les réponses sont apportées en vert dans le texte ci-dessous

1. Sans remettre en cause l'étude acoustique réalisée par ACAPELLA et du logiciel utilisé par la majorité des bureaux d'études en acoustique, tous ces calculs restent basés sur des probabilités et laissent toujours planer bon nombre d'incertitudes sur :

- **Le choix des périodes retenues pour les mesures de bruit dans le présent projet et plus particulièrement le choix de la période hivernale découpée en deux zones et en deux phases (une phase hiver pour une zone, une phase printemps pour une autre zone) Pourquoi pas les deux zones en même temps sur deux périodes identiques ?**

Deux campagnes de mesure acoustique ont été menées pour ce projet. La première campagne pour les points 1 à 4 fût menée du 7 au 14 Décembre 2010, la seconde visant les points 5 et 6 fût réalisée du 19 au 25 avril 2013 (période dite hivernale car dépourvue de feuillage). Lors de l'initiation du projet et compte tenu du périmètre d'étude initial, seuls 4 points de mesure acoustique semblaient suffisants. Et c'est en avançant dans le projet fin d'année 2012, et en particulier dans l'analyse des variantes et leur test, qu'il fût jugé opportun de réaliser un complément de mesure sur les points 5 et 6, points les plus éloignés du site d'étude, afin de réduire encore davantage les incertitudes et risques.

- **La durée de ces périodes qui normalement est fixées à 14 jours consécutifs,**
La norme de contrôle acoustique à paraître NFS 31-114 (qui n'est pas une norme d'étude) et dont s'inspire fortement le travail de l'acousticien ne fixe aucune période minimale de mesure de bruit résiduel. Il y est précisé que l'échantillon de mesure doit être représentatif de l'environnement sonore du lieu où est effectuée la mesure et doit permettre de déterminer une ou plusieurs classes homogènes représentatives de l'environnement sonore par période réglementaire.
Extrait projet norme NFS 31-114 :

« 3.3 Classes homogènes

La classe homogène est définie par l'opérateur en fonction des facteurs environnementaux ayant une influence sur la variabilité des niveaux sonores (variation de trafic routier, activités humaines, chorus matinal, orientation du vent, saison ...). A l'intérieur d'une classe homogène, la vitesse du vent est la seule variable influente sur les niveaux sonores. La (ou les) classe(s) homogène(s) ainsi définie(s) doit prendre en compte la réalité des variations de bruits typiques rencontrés normalement sur le terrain à étudier, tout en considérant également les conditions d'occurrence de ces bruits. Une ou plusieurs classes homogènes peuvent être nécessaires pour caractériser complètement une période particulière spécifiée dans des normes, des textes réglementaires ou contractuels. »

Dans le cas présent, la classe homogène retenue correspond aux conditions environnementales les plus contraignantes, à savoir conditions hivernales (arbres sans feuillage), pas de pluie, pas d'évènement sonore particulier.

- **Le pourquoi de la mesure du vent est-elle fixée à une hauteur de 10m et que seule toute valeur inférieure à 5m/s est-elle retenue ?**
Le mât de mesure à 10m, implanté sur la plaine d'implantation du projet, permet de déterminer concomitamment aux mesures de bruit résiduels réalisées aux habitations par un sonomètre, la puissance acoustique générée par le parc éolien en fonction de la vitesse

du vent. Pour ce faire, est associée aux résultats de mesure de vent à 10m la courbe de puissance de l'éolienne dont les niveaux certifiés sont eux-mêmes fournis sur base d'une mesure de vent à 10m de hauteur au pied de l'éolienne.

La limitation de la mesure acoustique à un vent inférieur à 5m/s au sonomètre permet d'éviter la prise en compte dans la mesure du résiduel d'un bruit parasite additionnel lié à celui du vent dans le sonomètre et aux interactions du vent avec la membrane. Il s'agit d'une mesure de protection. Notons enfin que les sonomètres sont généralement placés à l'abri du vent et qu'un vent de l'ordre de 5 m/s au niveau du bâti (à moins de 2 m de hauteur) correspond au même instant à un vent de l'ordre de 6-8m/s au niveau de la plaine d'accueil du projet en raison de l'altitude la plaine généralement supérieure à celle des habitations (effet gradient de vent) et d'une moindre rugosité de la plaine agricole.

- **La vitesse réelle, la direction du vent les jours de mesure.**

La vitesse du vent (en valeur 10 min), ainsi que la direction majoritaire des vents sur la période de mesure sont disponibles et détaillés en annexe de l'étude d'impact (annexe rapport acoustique).

Ce qui vous permettrait de conclure qu'il y a très peu de risque d'infraction au sens réglementaire et qu'il convient de retenir que cette étude vise à estimer des risques et non à déterminer précisément les valeurs d'émergence qui existeront sur le site. Nous pouvons comprendre ici l'inquiétude des personnes exposées qui se sont manifestées pendant l'enquête.

2. Si dans la lettre de demande Nous trouvons les actes d'engagement des propriétaires exploitants et des propriétaires bailleurs Nous sommes surpris de ne pas trouver les accords des exploitants. Il Nous semble que c'est une obligation d'avoir l'accord des deux parties pour le contrat d'indemnisation en cas de perte d'exploitation.

Dans la lettre de demande d'autorisation, sont repris comme l'exige la réglementation les avis d'usage des propriétaires des terrains d'implantation des éoliennes, au même titre que l'avis d'usage des mairies d'implantation du projet. La réglementation ne prévoit pas d'obtenir l'avis d'usage des détenteurs d'un bail agricole.

« Art. R. 512-6. – I. - A chaque exemplaire de la demande d'autorisation doivent être jointes les pièces suivantes :

7° Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation. (Décret n° 2010-368 du 13 avril 2010) « Ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur ; »

Les autorisations foncières des propriétaires disposant d'une implantation d'éoliennes, des agriculteurs cultivant sur l'emprise des éoliennes et des propriétaires des terrains surplombés sont reprises dans le dossier de demande de permis de construire.

3. Nous avons trouvé ici un document très précis mais aussi très volumineux dont plus de 400 pages en un seul volume dédié aux photomontages (partie 3B de l'étude d'impact paysager). Lorsque Nous voulons assimiler et présenter, ces analyses et ses résultats pour répondre aux interrogations de Nos interlocuteurs Nous comprenons mieux leur réaction et leur désintéressement à vouloir parcourir seuls un tel dossier.

Nous comprenons bien entendu ces possibles réticences des personnes se présentant à l'enquête publique à consulter un volet paysager de près de 400 pages. Il faut savoir qu'il y a encore peu de temps (moins de 3 ans), un volet paysager ne comprenant « que » 150 à 200 pages et une trentaine de photomontages, aujourd'hui il en comporte plus d'une centaine.

Si ces études paysagères sont aujourd'hui aussi volumineuses, c'est sous l'impulsion des services de l'état et en particulier des services des paysages des DREAL et du STAP qui au fil des ans ont toujours fait preuve d'un appétit toujours plus grand à voir l'ensemble des thématiques paysagères abordées de manière de plus en plus fouillée et exhaustive, parfois quand bien même l'objet étudié n'a pas d'intérêt paysager particulier ou n'est de toute évidence pas impacté. C'est ainsi que par exemple, les études abordent aujourd'hui systématiquement l'impact paysager potentiel d'un projet éolien depuis l'ensemble des monuments historiques classés ou inscrits situés dans le périmètre d'étude et ce quand bien même la non incidence semble évidente (très grande distance d'éloignement > 15km). Il en est par exemple de même pour le traitement des cimetières militaires qui font aujourd'hui l'objet d'une attention grandissante de la part des administrations en charge de la préservation des paysages.

Pour résumer, si les études paysagère gonflent jusqu'à en être parfois indigestes, c'est qu'elles s'enrichissent des exigences et remarques toujours plus nombreuses et particulières de certaines administrations.

4. Tout comme au début de l'enquête et au terme de cette enquête publique Nous ne savons toujours pas si la première modification du POS de la Commune a été validée par la DDTM, et les Services de la Sous - Préfecture du NORD, la deuxième enquête publique qui concerne plus particulièrement l'Aérogénérateur N°1 n'est toujours pas lancée. Cette situation Nous paraît un point bloquant pour l'obtention des Permis de Construire.

La première enquête publique portant sur la modification du POS de Busigny de la zone d'implantation des éoliennes E1 à E8 a fait l'objet d'un rapport favorable du commissaire enquêteur le 07 Juillet 2012, **il y a maintenant près de 2 années.** Selon nos informations recueillies, il semblerait effectivement que cette première modification ne soit pas encore entérinée, et nous avons beaucoup de difficulté à en comprendre la raison. Le dossier se serait-il perdu dans le circuit administratif ? La mairie de Busigny s'est saisie à bras le corps de ce sujet et met tout en œuvre afin de solutionner au plus vite cette problématique qui ne relève d'aucun point bloquant.

De la même manière, nous ne comprenons pas pourquoi l'enquête publique relative à la seconde modification du POS de Busigny et portant sur un tout autre secteur totalement disjoint du premier secteur du POS modifié n'a toujours pas été lancée. La mairie de Busigny suit également de très près ce dossier.

Tout sera fait tant par la mairie, que par la sous-préfecture pour accélérer ces modifications de POS de Busigny qui peuvent effectivement pénaliser l'obtention des permis de construire à brève échéance.

FIN DU MEMOIRE EN REPONSE